

**INTERNATIONALE SOCIALISTE**

Pierre MAUROY  
Président

73, avenue Paul Doumer  
75116 PARIS  
FRANCE

Téléphone: (33-1) 40 72 21 21  
Fax: (33-1) 40 72 21 39



# AFRIQUE DU SUD

-----

## Chances et risques de la démocratisation

\*

Compte-rendu du voyage de Pierre Mauroy,  
Président de l'Internationale Socialiste  
Président de la Fondation Jean Jaurès

20 au 26 novembre 1993

Voyage de Pierre Mauroy  
Président de l'Internationale Socialiste  
et Antonio Guterres, co-président du Comité Afrique  
en Afrique du Sud, Botswana et Namibie du 20 novembre au 2  
décembre 1993

Pierre Mauroy et Antonio Guterres se sont d'abord rendus en Afrique du Sud du 20 au 26 novembre 1993. Ils répondaient ainsi à l'invitation que leur avaient lancée, en sa qualité de Président de l'Internationale Socialiste, le Président sud-africain, M. Frédéric de Klerk et M. Nelson Mandela, Président du Congrès national africain (ANC).

Ce voyage présentait un caractère inédit. Il était en effet important que le Président d'une organisation qui a depuis toujours combattu avec force l'apartheid, se rende dans le pays que son régime avait jusqu'à l'année dernière mis au ban des nations.

Les avancées réalisées depuis trois ans sur le chemin de la démocratie ont rendu possible, voire souhaitable, cette visite. Comme au Proche Orient, ces évolutions, qui se heurtent à de fortes résistances, sont dues à la lucidité et au réalisme de deux hommes que tout opposait. Nelson Mandela et Frédéric de Klerk ont su comprendre que leur pays n'avait d'autre alternative que la fin de l'apartheid et sa réintégration dans le concert des nations ou le chaos.

Dans ce contexte nouveau, Pierre Mauroy et Antonio Guterres voulaient, symboliquement et concrètement, apporter l'appui de l'Internationale Socialiste au processus de démocratisation en cours, et à ses initiateurs.

Leurs entretiens approfondis avec les principales forces politiques (à l'exception de l'extrême-droite), économiques, sociales et religieuses du pays - particulièrement avec Nelson Mandela et le Président de Klerk - auront permis de prendre la mesure des facteurs d'espoir, mais aussi des difficultés à surmonter, pour construire une nouvelle Afrique du Sud, réconciliée avec elle-même, avec l'Afrique et avec le reste du monde.

## I - Les principales étapes du processus de démocratisation

L'arrivée de Frédéric De Klerk au pouvoir, début 1990 - dont l'un des premiers actes courageux, après la légalisation des partis anti-apartheid, sera la libération de Nelson Mandela, emprisonné pendant vingt sept ans - marque l'ouverture d'une nouvelle page de l'histoire de l'Afrique du Sud.

Désormais, le couple De Klerk-Mandéla va déterminer la vie politique sud-africaine, en la transformant largement, et permettre ainsi le retour progressif de ce pays sur la scène internationale, concrétisé notamment par la levée des sanctions.

- Dès mai 1990, les négociations engagées entre l'ANC et le Gouvernement vont conduire le parti de Nelson Mandela à suspendre la lutte armée menée depuis 1961, et Frédéric De Klerk à libérer les prisonniers politiques et accorder l'amnistie aux exilés.
- Le 30 juin 1991, la totalité des lois ségrégationnistes, qui fondaient le régime d'apartheid (telles les lois sur la terre et l'habitat séparé ou la loi sur la classification de la population) est abolie.
- Les 20 et 21 décembre 1991, la tenue d'une "Convention pour une Afrique du Sud démocratique" (CODESA) réunissant seize formations politiques, fixe le principe de l'adoption d'une constitution intérimaire assortie d'une Charte des droits individuels.
- Le 17 mars 1992, lors du referendum organisé par Frédéric de Klerk, les électeurs blancs apportent leur soutien massif (68,7% des voix) à la poursuite des réformes constitutionnelles.
- Le 17 Juin 1992, le massacre de plusieurs dizaines de personnes dans un Township près de Johannesburg suspend les négociations pendant onze mois.
- Le 1er avril 1993 verra leur redémarrage après plusieurs rencontres au sommet entre le Président De Klerk et M. Nelson Mandela en 1992 et début 1993.

- Octobre 1993 marque la reconnaissance internationale de l'action engagée : le 8, l'ONU lève les sanctions économiques imposées à Pretoria (mais maintient l'embargo sur le pétrole et les armes). Le 15, le Prix Nobel de la Paix est attribué conjointement à Nelson Mandela et Frédéric de Klerk.

- En Novembre 1993, un accord est passé entre vingt et une formations politiques, fixant au 27 avril 1994 les premières élections législatives au suffrage universel et organisant le partage du pouvoir entre blancs et noirs, quel que soit le résultat des élections. Une constitution intérimaire est également adoptée. Il est prévu que les principes constitutionnels s'imposeront à la Constituante chargée d'élaborer la Constitution définitive.

- En décembre 1993, un Conseil Exécutif de Transition (TEC) a été instauré, donnant aux Noirs d'Afrique du Sud un droit de regard effectif sur la conduite des affaires du pays. Cette autorité multipartite doit superviser l'action du gouvernement jusqu'aux élections du 27 avril 1994.

## II - facteurs d'espoir et risques d'échec

Des entretiens de l'IS avec les principales "forces vives" d'Afrique du Sud, il ressort que les facteurs de réussite, s'ils sont nombreux, peuvent se heurter à de forts obstacles qui constituent autant de défis à relever.

### A - les facteurs d'espoir

#### 1 - La volonté déterminée de Nelson Mandela et de Frédéric de Klerk.

Dès son arrivée en Afrique du Sud, le Président de l'Internationale Socialiste s'est entretenu avec Nelson Mandela, à Johannesburg et avec le Président Frédéric de Klerk, au Cap.

### a) La rencontre de Pierre Mauroy avec Nelson Mandela

- C'est au siège du Congrès National africain (ANC) que Pierre Mauroy et Antonio Guterres se sont entretenus avec son Président, M. Nelson Mandela, élu à la tête de la principale formation politique sud-africaine lors du Congrès de Durban en juillet 91. L'ANC s'est dotée alors d'une direction modérée, qui a permis d'engager les négociations avec le pouvoir en place, même si son comité exécutif national reste dominé par les communistes et les radicaux.

Crédité d'au moins 60% des intentions de vote, il est probable que M. Nelson Mandela deviendra, le 28 avril prochain, le premier Président noir de l'Afrique du Sud.

- Ce n'était pas la première fois que le Président de l'I.S. et M. Nelson Mandela se rencontraient. A Lisbonne en octobre 1993, lors du Conseil International de l'I.S., puis à Paris, quelques semaines plus tard, les deux responsables politiques avaient eu l'occasion d'échanger leurs points de vue sur l'évolution de la situation en Afrique du Sud. Pierre Mauroy, qui répondait à une invitation du leader de l'ANC, l'a tout d'abord assuré de l'appui total de l'I.S. à l'action menée pour bâtir une Afrique du Sud démocratique. Nelson Mandela a accueilli avec satisfaction la proposition de Pierre Mauroy de tenir au Cap la prochaine réunion du Comité Afrique de l'Internationale Socialiste fin janvier 1994. De même, a-t-il accepté la participation d'observateurs mandatés par l'I.S., les "casques bleus de la démocratie", au bon déroulement des opérations électorales d'avril 1994. Sensible à cette aide concrète, M. Nelson Mandela a affirmé vouloir renforcer dans l'avenir, les liens de l'ANC avec l'I.S.

Abordant la situation dans son pays, Nelson Mandela s'est montré particulièrement inquiet du climat de violence exacerbé qui y règne. Il a accusé le Président de Klerk de ne pas prendre toutes les mesures susceptibles d'y mettre un terme. Et ce, selon lui, dans le but de dissuader les électeurs noirs de se rendre aux urnes. Pour autant, rappelant que cette violence, qui s'est accrue depuis 1984, n'avait pas empêché que le processus de démocratisation s'engage, Nelson Mandela s'est déclaré prêt à affronter une éventuelle situation de guerre civile, à laquelle s'entraînent, selon lui, l'extrême droite blanche et le parti Inkhata de M. Buthelezi (avec qui, dit-il, tous les compromis ont été recherchés). Le gouvernement d'union nationale, qui disposera du soutien de plus de 80% de la population, ne laissera pas mettre en échec la perspective de sortir enfin le pays de l'isolement et de l'engager sur la

voie du développement économique. Dans ce domaine, le Président de l'ANC, s'il s'est montré confiant dans l'avenir, malgré les difficultés à surmonter, n'a pas sous-estimé les besoins - et les attentes - énormes de la population noire dans les domaines du logement, de la santé, de l'éducation et de l'emploi. C'est à une mobilisation générale de toutes les énergies que le futur président de l'Afrique du Sud entend s'atteler au cours de la campagne électorale qui s'ouvre.

#### **b) La rencontre de Pierre Mauroy avec le Président De Klerk**

- Au pouvoir depuis 1948, le parti national, présidé depuis 1989 par Frédéric de Klerk, a, sous son impulsion, opéré un retournement idéologique complet. Prônant le démantèlement de l'apartheid, il a engagé sa transformation en parti ouvert à toutes les races; majoritaire au sein de la "Chambre blanche", il a réalisé une percée dans les communautés indienne et métis. Toutefois, les sondages indiquent une chute de son audience (les intentions de vote seraient tombées de 30 à 15% au cours des dernières semaines). La population blanche semble être gagnée par l'inquiétude à l'approche des élections législatives.

- L'entretien de Pierre Mauroy et Antonio Guterres avec M. De Klerk s'est déroulé dans le bureau dont dispose le Président Sud-africain au Parlement, au Cap. Le Président de l'Internationale Socialiste a tenu à réaffirmer à M. De Klerk, comme il l'avait fait auprès de Nelson Mandela, son soutien au processus en cours. Il est vrai que cette rencontre se situait à un moment déterminant du débat parlementaire sur l'acceptation de la nouvelle Constitution.

Tout comme Nelson Mandela, le Président De Klerk s'est montré très soucieux du développement de la violence en Afrique du Sud. Il y a un réel danger de la part des extrêmes de gauche et de droite, mais un gouvernement d'union nationale après le 27 avril, qui devrait recueillir de 80 à 85% des suffrages sera tout à fait fondé et légitimé à réagir à tous les dérapages et toutes les provocations avec une très grande fermeté. Tous les Sud Africains modérés sont attachés à l'alliance entre l'ANC et le Parti National, car elle reste la pierre angulaire du succès de la transition et de la réconciliation nationale. Le Président De Klerk compte sur l'influence de l'Internationale Socialiste et d'autres familles politiques modérées pour aider au recentrage de l'ANC, prêcher la modération sur les revendications économiques et sociales et favoriser l'aide économique dont l'Afrique du Sud a besoin pour éviter tous débordements et tous heurts.

Le principal défi auquel est confronté l'Afrique du Sud reste bien celui d'améliorer les conditions de vie de tous ses habitants. Malgré sa richesse apparente, ce pays connaît les mêmes problèmes et les mêmes difficultés que l'Afrique toute entière. Ces difficultés ne sont pas selon F. De Klerk inhérentes à l'apartheid, mais sont celles du continent africain : le taux de natalité y est le plus fort du monde et malgré le potentiel économique, cette donnée rend les choses plus difficiles. Le Président De Klerk a insisté sur la nécessité d'une aide économique importante, d'investissements étrangers et d'un retour à la croissance pour stabiliser ou diminuer le chômage. C'est à ce prix qu'un accord au niveau économique et social pour la période des 5 ans du gouvernement d'union nationale pourra être signé et permettre une transition plus douce. Sur ce plan, des progrès ont été enregistrés, même s'il reste beaucoup à faire d'ici les élections du 27 avril 1994.

Le Président De Klerk s'est montré confiant, même s'il ne sous-estime pas les difficultés, sur le succès du processus dont la clé reste bien sûr une entente parfaite avec le leader de l'ANC.

2) L'engagement de la classe politique dans le processus

A l'exception de l'extrême droite blanche, du parti conservateur et de l'Inkhata, la plus grande partie de la classe politique sud africaine soutient le processus (21 formations politiques ont approuvé l'accord de novembre). L'entrevue de Pierre Mauroy avec Zach de Beer, leader du parti démocratique et sa rencontre au Parlement avec deux députés blancs, dont l'un est vice Président de l'Internationale libérale et l'autre a été porte-parole de l'ANC au Parlement, en témoignent.

a) l'apport du parti démocratique

Depuis trente ans, Zach de Beer, député de Johannesburg, se bat, avec quelques amis, contre l'apartheid. Considéré tout au long de ces années par les blancs comme un "gauchiste" (il se dit libéral modéré), il a aujourd'hui la satisfaction d'avoir eu raison avant tout le monde. Mais sur le plan électoral, son parti devrait rester marginal (3 à 4% des intentions actuelles de vote). Fin analyste de la vie politique sud-africaine, il ne doute pas que l'ANC remporte avec une large avance les élections d'avril 1994. S'il reconnaît à Nelson Mandela, auquel il est lié, un charisme exceptionnel, il craint l'influence du PC sud-africain sur les options économiques notamment de l'ANC, qui sera confrontée aux attentes des populations déshéritées. Il se dit cependant confiant, estimant notamment que l'Inkhata n'est pas aussi puissante qu'on le

MS

croit. C'est, selon lui, ce qu'a compris le Président De Klerk qui, après avoir utilisé le parti de M. Buthelezi contre l'ANC (on a parlé d'un "Inkhatagate"), s'est rapproché de Nelson Mandela après sa libération et a engagé l'actuel processus avec celui qui lui apparaissait le plus populaire. Pour Zach de Beer, M. Buthelezi est un personnage de tragédie grecque, qui se sent trahi, marginalisé, alors que pendant très longtemps, il a lutté contre l'apartheid et était considéré comme l'homme noir le plus influent d'Afrique du Sud.

### **b) l'intérêt des parlementaires**

Cette visite du Président de l'Internationale Socialiste à la "Chambre blanche" était inédite. L'intérêt des deux parlementaires, M. Eglin, vice-président de l'Internationale libérale pour le parti Démocrate et un représentant de l'ANC, pour les propos de Pierre Mauroy, les assurant du soutien de son organisation aux événements de portée historique que vit l'Afrique du Sud aujourd'hui, saluant le courage de ceux qui avaient su accepter de remettre en cause leurs conceptions et proposant une aide concrète, était émouvant.

L'entretien a porté essentiellement sur les structures de la société civile à mettre en place et la faiblesse actuelle de l'organisation municipale. Or, la consolidation des pouvoirs locaux est déterminante pour répondre concrètement aux attentes des populations et assurer la réussite de la construction d'une nouvelle Afrique du Sud, ce que souhaitent profondément les deux députés. Une loi municipale est en préparation, mais son application risque de se heurter à l'absence de formation des cadres locaux et au retard pris à ce niveau par rapport "au miracle national". Pierre Mauroy, maire de Lille et ancien Président de la Fondation Jean Jaurès, a proposé son aide dans ces domaines.

### **3) Le soutien des syndicats, des milieux patronaux, des églises.**

#### **a) Entretien avec M. Z Vavi. Secrétaire général de la COSATU (Congrès of South African Trade Unions).**

La COSATU est la plus importante organisation syndicale. Créée en 1985, elle regroupe trente trois syndicats et compte 1.300.000 adhérents.

Affiliée à l'ANC, elle se veut antiraciste, démocratique dans son fonctionnement interne, et solidaire avec le mouvement syndical



international. M. Z. Vavi s'est déclaré satisfait de l'évolution actuelle de son pays, due, selon lui, aux luttes menées par les organisations anti-apartheid à l'intérieur et à l'action internationale (sanctions, manifestations...). Si la constitution intérimaire reconnaît les syndicats et la négociation collective, il regrette qu'elle limite le droit de grève aux seules revendications syndicales .

Le Secrétaire général de la COSATU estime que le travail de reconstruction à opérer est considérable : le chômage touche 46% de la population noire, sept millions de personnes sont sans abri, sept autres millions se situent en dessous de la ligne de survie. La pauvreté est massive et les besoins énormes dans les domaines du logement, de la santé, de l'éducation, des droits des femmes et du droit au travail.

La COSATU va élaborer prochainement un programme, qu'elle va discuter avec l'ANC. Elle attend beaucoup des investissements des sociétés étrangères, mais aussi sud-africaines, réticentes pour l'instant par peur de l'avenir.

#### b) La rencontre avec le Secrétaire général de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Un peu étonné de la visite de Pierre Mauroy, il s'est réjoui du consensus qui semble se dégager autour du processus actuel - à l'exception des partis extrémistes regroupés au sein de l'Alliance de la liberté . Même s'il regrette le caractère "intérimaire" de la Constitution qui risque de nuire à la stabilité politique, il constate néanmoins que la confiance revient. La levée des sanctions va avoir un effet positif sur le développement économique. Mais les difficultés ne doivent pas être sous-estimées. Le représentant de la Chambre de commerce et d'Industrie redoute les mesures radicales que le nouveau gouvernement pourrait prendre pour satisfaire immédiatement la population. Une forte augmentation des impôts et une relance de l'inflation entraveraient le développement économique. Il a tenu à rappeler le rôle joué depuis longtemps par les milieux patronaux contre l'apartheid, aussi important, selon lui, que celui des mouvements de libération.

#### c) Le rôle du Conseil des églises d'Afrique du Sud (SACC)

A son tour, Mme B. Bamm, secrétaire général adjoint du Conseil des églises a jugé historique l'élection du 27 avril prochain. La majorité de la population votera pour la première fois. Il en sera de même pour Nelson Mandela. Inquiet du développement de la violence et de la peur qui

gagne les populations noires, le Conseil s'est dit conscient de l'importance du travail à réaliser sur le terrain pour aider les gens à se prendre en charge. Ce Conseil entend développer un programme de formation de ses cadres à la hauteur de la tâche à accomplir.

#### d) La réintégration progressive au sein de la communauté internationale

M. Pik Botha, ministre des Affaires Etrangères étant en voyage à l'étranger, c'est avec le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères que le Président de l'Internationale Socialiste s'est entretenu. Pour lui les affaires étrangères sont une industrie en pleine expansion. Les Sud-africains souhaitent à tout prix, désormais, sortir leur pays de l'isolement international. Dès son arrivée au pouvoir, M. De Klerk a engagé une action internationale de grande envergure, marquée par la reprise des relations officielles avec les pays africains et les pays de la Ligne de Front (pays limitrophes: Namibie, Botswana, Zimbabwe, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Angola). La tournée effectuée du 10 au 25 mai 1990, dans huit pays membres de l'Union européenne -dont la France - et en Suisse, par Frédéric De Klerk, marque le retour de l'Afrique du Sud sur la scène diplomatique internationale et la normalisation de ses relations avec les pays occidentaux. En décembre 1990, le Conseil européen de Rome, en autorisant la reprise des investissements, consacre l'appréciation positive que l'Union Européenne porte sur le processus de démocratisation engagé dès février 1990. Dès lors, nombre de ministres européens (dont, pour la France, Thierry de Beaucé en avril 90, B. Kouchner en juin 90, D. Strauss Khan en septembre 91, Michèle Alliot-Marie en août 93, et Alain Juppé en janvier 94) ont fait (ou feront) le voyage de Pretoria. Georges Bush, pour sa part devait juger dès 1990 le processus "irréversible".

La levée des sanctions décidée récemment par l'ONU consacre la réinsertion progressive de l'Afrique du Sud au sein de la Communauté Internationale. Elle dispose maintenant d'une représentation dans quatre-vingts pays mais elle reste cependant "sous surveillance" internationale avec l'envoi d'observateurs des Nations Unies pour tenter de contenir l'explosion de violence. De son côté, Nelson Mandela a effectué de nombreuses tournées en Afrique (1991) au Japon et en Europe, aux Etats-Unis, où, en septembre 1993, il s'est exprimé devant les Nations Unies.

Au cours de cet entretien Pierre Mauroy a particulièrement insisté sur le rôle que pourrait jouer une Afrique du Sud démocratique en Afrique australe et plus généralement pour le développement économique de l'ensemble du continent africain. Le Président de l'Internationale Socialiste a assuré son hôte de l'intérêt marqué de l'Union européenne pour les changements importants en cours en Afrique du Sud.

## **B - Les risques d'échec**

Ils sont de trois ordres : politique, économique et social.

### **1 - Une forte opposition des extrêmes**

L'influence de cette opposition politique extrême de droite et de gauche, regroupée au sein de "l'alliance pour la liberté" demeure un défi sérieux pour la transition démocratique.

a) à droite, outre le parti conservateur (CP) qui s'est engagé dans des actions de résistance passive pour obtenir la constitution d'un Etat blanc, plusieurs groupes Afrikaners minoritaires d'extrême droite, dont le mouvement de résistance afrikaner de M. Terreblanche, prônent le recours à la violence contre la politique du gouvernement. Ce rassemblement de l'extrême droite pourrait atteindre 8% de l'électorat.

Pierre Mauroy a refusé de rencontrer des représentants de ces formations.

b) à gauche, le mouvement africaniste AZAPO revendique un transfert des responsabilités à la majorité noire. Il dispose d'une audience certaine au sein de la jeunesse noire. Il a refusé de se joindre aux négociations et prône la poursuite de la lutte armée.

De son côté, l>Inkhata Freedom Party (IFP), présidé par M. Buthelezi, a une position ambiguë, menaçant d'engager le pays dans la guerre civile, tout en reprenant les négociations avec le gouvernement et l'ANC et laissant entendre qu'il prépare les élections.

Pierre Mauroy a rencontré deux représentants de l'IFP : le Dr Franck T. Mdlalose, Vice Président, et M. Themba Khoza, membre du comité central. Ils se sont déclarés opposés au principe d'une Constitution intérimaire, lui préférant une Constitution d'emblée définitive. Comme certains Blancs, ils souhaitent le maintien de pouvoirs importants et une

très large autonomie aux neuf régions nouvelles créées par le projet de Constitution Intérimaire (qui supprime les bantoustans). Ils sont en fait partisans d'une structure étatique fédérale permettant de conserver aux régions tous les attributs d'un Etat, tels ceux dont dispose M. Buthelezi dans le Bantoustan du Zwazulu qu'il dirige.

Nelson Mandela, comme Frédérik De Klerk négocient encore tant avec l'extrême droite qu'avec l'Inkhata pour trouver une réponse aux revendications des uns et des autres.

## 2) Une situation économique difficile

Malgré sa puissance apparente (PNB de 65 milliards de dollars, équivalant au tiers de celui de l'ensemble du continent africain) l'économie sud-africaine présente des faiblesses structurelles : la récession dure depuis 1989, le chômage atteint plus de 40% de la population noire, la croissance du PNB est négative depuis trois ans. L'accroissement démographique se maintenant à 3,6% par an, le PNB par habitant diminue depuis plusieurs années. Cette situation est autant la conséquence des sanctions internationales que de la structure duale de l'économie.

Si tout le monde s'accorde à reconnaître que le développement économique est la clé de la stabilité politique, l'élaboration concertée d'un programme tarde à se mettre en place. Toutefois, un "forum national de l'économie" qui réunit syndicats, chefs d'entreprises, etc., travaille actuellement sur ce thème.

## 3) une situation sociale explosive

Le pouvoir blanc ayant négligé depuis toujours des secteurs entiers, les besoins sont immenses sur le plan social. Pierre Mauroy a pu en prendre la mesure lorsqu'il s'est rendu à Soweto et dans le Township de Tembisa près de Johannesburg. Des millions de personnes vivent dans des conditions qui frôlent souvent l'inhumanité. La violence (politique, mais en réalité essentiellement criminelle) y est le lot quotidien.

Construire des logements, assurer une protection sociale minimale à ceux qui en sont actuellement dépourvus, développer les centres de santé, maîtriser la démographie, instaurer la paix civile par la réconciliation nationale, construire une vraie structure locale, investir

massivement dans l'éducation, telles sont les urgentes priorités auxquelles le gouvernement d'union nationale aura à faire face.

A Soweto, Pierre Mauroy a proposé le jumelage du centre de formation professionnelle de l'alliance française qui offre des cours de tricot, couture, soudure, avec un lycée professionnel lillois.

Il a également envisagé d'associer la Fondation Jean Jaurès à l'achat d'une maison au coeur de Soweto, pour l'implantation d'un centre culturel français.

#### 4) La montée de la violence

##### Entretien avec le Vice-Président de la Commission Goldstone

Cette Commission composée de 5 magistrats a été mise en place en juin 1991. Elle est chargée de suivre les conditions d'exécution du processus démocratique et notamment l'application d'un code de bonne conduite pour les partis politiques. Elle est notamment à l'origine de la réglementation pour les actions de masse et le respect du droit de manifestation, et enquête sur les origines des violences. La Commission rassemble toutes les informations et les statistiques sur la violence et assure le suivi des décisions de justice et des recommandations qu'elle peut faire au Gouvernement.

Le constat dressé depuis la création de cette commission est une très forte montée de la violence. L'un des facteurs de cette violence, c'est l'histoire de l'Afrique du Sud et notamment de l'apartheid qui s'est traduit par l'exclusion d'une partie de la population. Le développement d'un sentiment de peur, la très grande attente sur les changements espérés après le 27 avril, la surenchère ou la démagogie de certains hommes politiques ont aggravé ce phénomène.

Le Vice-Président de la Commission s'attend à une montée de la violence dans les mois à venir: un changement de mentalité et d'état d'esprit nécessitera du temps, notamment dans des corps constitués, en particulier la police.

Il reste cependant confiant dans le déroulement du processus qu'il juge irréversible et qui bénéficie du soutien d'une large majorité de la population. Mais de grands efforts notamment dans le domaine de la formation de cadres politiques, administratifs, policiers, devront être accomplis pour le mener complètement à bien.

## Conclusion

Trois conclusions semblent pouvoir être tirées de ce voyage en Afrique du Sud.

1 - On peut légitimement nourrir un optimisme réaliste sur l'avenir de ce pays, malgré les embûches sur la voie de la démocratisation. Mais le large rassemblement qui devrait s'opérer autour du gouvernement d'union nationale et la détermination de ses dirigeants, peuvent permettre de surmonter l'insurmontable.

2 - A en juger par l'intérêt suscité chez tous les interlocuteurs rencontrés par la présence d'étrangers dans leur pays, il semble que l'action internationale peut jouer un rôle aussi important dans l'avènement d'une Afrique du Sud démocratique et non raciale que celui qu'elle a joué dans la lutte contre l'apartheid.

3 - Enfin, l'Internationale Socialiste et l'ensemble des partis socialistes et sociaux-démocrates qui la composent, particulièrement ceux qui exercent des responsabilités gouvernementales en Europe, doivent accompagner de façon concrète l'évolution de l'Afrique du Sud vers la démocratie. Elle doit gagner à ses idéaux de justice sociale, de fraternité, et de transition démocratique pacifique, les mouvements de libération qui subissent encore l'influence de l'idéologie communiste. Enfin, elle doit soutenir l'action de ceux qui, à droite, sans partager la totalité des options de la social-démocratie, concourent aussi à la construction d'une Afrique du Sud démocratique.

## Visite de Pierre Mauroy au Botswana.

Le Botswana a longtemps été un pays pionnier en Afrique, car il a vu la naissance, dès l'indépendance en 1965, d'un système démocratique qui n'existait ailleurs dans le continent qu'au Sénégal et à l'île Maurice. D'autre part, le Botswana a toujours eu de bonnes relations avec l'IS dans le cadre de notre lutte contre l'apartheid, puisque une de nos réunions à ce sujet c'était même tenue dans la capitale Gaborone. Ceci justifiait naturellement la prolongation du voyage en Afrique du Sud, afin d'examiner de plus près un des rares pays à succès de la région.

En l'absence du Président Masire, en voyage aux Etats-Unis, Pierre Mauroy a rencontré le vice-président de la République, M. Mogae. Celui ci nous a dressé un panorama des difficultés auxquelles doit faire face son pays avec la baisse du prix des diamants et la sécheresse qui a sévit dans toute la région l'année dernière. Il a expliqué les efforts faits pour diversifier une économie trop dépendante de cette seule exportation. Autre sujet de préoccupation, la natalité galopante qui freine l'augmentation du niveau de vie de la population. Nous avons pu constater le grand sens des responsabilités dont semble faire preuve le gouvernement tant dans sa gestion quotidienne que dans sa vision de l'avenir.

Ensuite, Pierre Mauroy a rencontré le parti d'opposition, qui a d'ailleurs demandé son adhésion à l'IS. Au cours de deux entretiens, dont un déjeuner, avec le Docteur Koma, leader de l'opposition, accompagné d'autres dirigeants de son parti, Pierre Mauroy a expliqué dans le détail les objectifs et le fonctionnement de l'Internationale, ce qui était sans doute nécessaire, car ce petit pays est un peu coupé des réalités internationales.

Le parti n'a que trois députés, car le scrutin majoritaire à un tour copié sur le modèle britannique rend la tâche très difficile pour l'opposition, qui a cependant remporté 30% des voix lors des dernières élections. Il a d'ailleurs tendance à ce renforcer tant dans la capitale que dans les autres villes de province, ce qui est très encourageant pour l'avenir, étant donné l'accélération de l'urbanisation du pays, qui n'a commencé qu'il y a quelques années. Contrairement à ce que le gouvernement sud-africain laisse entendre, il ne semble pas (ou plus) que les facteurs ethniques jouent un rôle primordial dans le vote des électeurs, au moins

dans les zones urbaines. Sur le plan idéologique, le parti est encore quelque peu divers, regroupant l'ensemble de la gauche, du socialisme tiers-mondiste à la social-démocratie bon teint. Le parti aura nécessairement à résoudre bientôt un problème de succession, car le leader actuel est assez âgé et malade.

Enfin, la délégation a rencontré le maire de Gaborone, M. Rantao, lui aussi membre du même parti d'opposition. Celui-ci nous reçut à la mairie avec quelques uns de ces adjoints (le parti est largement majoritaire aux élections municipales), et nous a expliqué avec brio l'action municipale, ainsi que ces convictions social-démocrates. Il devrait être élu député lors du prochains renouvellement de la chambre.

En conclusion, ce petit pays où tout a été construit, et bien construit, depuis l'indépendance reste une référence pour toute l'Afrique. Nos relations avec les forces politiques du pays sont bonnes et doivent le demeurer. Une décision sur l'adhésion du Botswana National Front doit être prise avant le prochain Congrès de l'IS.